

Dans 21 pays européens : « Journée européenne d'actions pour le logement »

Samedi 28 mars pour le logement !

Contre les expulsions, le logement cher, la spéculation !

Pour l'Île-de-France : RDV 15h Place du Châtelet - Paris

LE LOGEMENT C'EST POUR LES GENS, PAS POUR L' ARGENT ! TOU.TE.S ENSEMBLE DANS LES RUES SAMEDI 28 MARS 2020

- ★ Pour l'arrêt des expulsions,
- ★ Pour le droit au logement pour tou.te.s, dans son quartier, avec l'égalité des droits, dans un logement stable, décent, écologique et à prix modéré !
- ★ Pour l'application réelle de la loi de réquisition, du Droit au logement opposable, du droit à un hébergement stable et décent des sans logis jusqu'au relogement !
- ★ Pour la baisse des loyers, la production massive de logements sociaux, le rétablissement intégral des APL, l'abrogation de la loi ELAN et l'arrêt de la marchandisation du logement social !
- ★ Pour la taxation des plus-values de la spéculation immobilière et foncière, et pour l'interdiction des plates formes type Airbnb & Co !

Dans toute l'Europe, la spéculation immobilière soutenue par la masse immense des capitaux détenus par les groupes financiers, les fonds de retraites et les riches, engendre la crise du logement et la précarité, avec le soutien bienveillant et souvent actif de la plupart des institutions Européennes, étatiques, régionales et même municipales.

L'Europe compte près d'un million de sans abris, dont 200 000 en France, qui survivent, souffrent et meurent prématurément dans les rues, les abris de fortune, les caves... qui sont souvent interdits de séjour dans les villes gentrifiées, menacé.e.s d'amendes, voire de prison, ou placé.e.s dans des hébergements précaires voire indignes ...

Pour payer son loyer ou rembourser son prêt immobilier il faut travailler toujours plus et pour ne pas tomber à la rue, sacrifier d'autres besoins élémentaires, tels que les soins, l'éducation.

Locataires et habitant.e.s sont expulsé.e.s de leur logement, chassé.e.s de leur quartier et de leur ville par le logement cher, la spéculation, nourris par des politiques d'urbanisme agressives.

En France, le Gouvernement Macron/Philippe fait des économies sur les APL, fragilisant les locataires

modestes et affaiblissant les bailleurs sociaux de telle sorte à les jeter dans les bras des investisseurs privés, Black Rock & Co ...

Il priorise la vente de logements sociaux, leur démolition et supprime les financements pour en construire de nouveaux.

Les classes populaires, les minorités opprimées et/ou discriminées, les sans-papiers... sont les plus exposés à ces politiques brutales, et doivent accepter des sous-logements, avec des sous-droits.

La chasse aux pauvres s'étend même dans les campagnes : l'article 48 de la loi du 27/12/2019 punit d'une astreinte de 500€/jour les sans logis qui installent sur un terrain non constructible un habitat mobile ou démontable.

3,1 millions de logements sont vacants en France et des centaines de milliers d'autres sont détournés pour satisfaire le tourisme de masse prédateur, tandis que les réquisitions militantes sont réprimées. La loi de réquisition reste inappliquée et même les lois en faveur des sans abris, des mal logés, des victimes de marchands de sommeil et de logements indignes comme à Marseille sont violées.

Un logement stable, décent, bon marché dans les villes comme dans les campagnes est un besoin et un droit fondamental. À Berlin, Amsterdam, Athènes, Bruxelles, Belgrade, Barcelone et dans toute l'Europe et toutes les villes, les habitants commencent à se lever !

Premiers signataires : ACDL, AFOC, AITEC, APPUII, ATTAC, Bagagérue, CAL, CGT, CNAFAL, CNL, Collectif logement Paris 14, Collectif Faty Komba, Coordination Nationale Pas Sans Nous, COPAF, CSF, DAL, Femmes égalité, Indecosa-CGT, Paris vs BnB, Union Syndicale Solidaires ...

Avec le soutien de : EELV, France insoumise, Paris en commun, PCOF, PEPS, UCL BSE/Melun